



**PRÉFET
DU HAUT-RHIN**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Grand Est**

Unité départementale du Haut-Rhin
DIRECTION REGIONALE DE L'ENVIRONNEMENT
2 PLACE DU GENERAL DE GAULLE
CS 71354
68070 Mulhouse

Mulhouse, le 29/01/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 17/01/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

NOVERGIE EST

29 Avenue d'Italie
68110 Modenheim

Références : 0006702558_2025_01_17_Novergie_ViSech
Code AIOT : 0006702258

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 17/01/2025 dans l'établissement NOVERGIE EST implanté 29 av. d'Italie 68110 Illzach. L'inspection a été annoncée le 15/11/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Le contrôle a été réalisé afin de vérifier la mise en œuvre des actions correctives nécessaires pour remédier à la mise en demeure du 21 novembre 2023.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- NOVERGIE EST
- 29 av. d'Italie 68110 Illzach
- Code AIOT : 0006702258
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

L'établissement exerce une activité de déchetterie professionnelle, des activités de tri, transit et regroupement de déchets dangereux et non dangereux, ainsi qu'une activité de traitement de déchets non dangereux en vue de leur valorisation.

Contexte de l'inspection :

- Suite à mise en demeure

Thèmes de l'inspection :

- Air
- Risque incendie

Références réglementaires

- Arrêté du 21 novembre 2023 portant mise en demeure à Suez RV Energie de mettre en conformité ses installations de tri, transit et traitement de déchets situées à Illzach

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Caméras thermographiques	AP de Mise en Demeure du 21/11/2023, article 2	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
2	Information préalable (réception des déchets)	AP de Mise en Demeure du 21/11/2023, article 3	Demande d'action corrective	1 mois
5	Confinement des eaux d'extinction d'incendie	Arrêté Préfectoral du 10/06/2022, article 6.1.5	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
3	Prévention des émissions de poussières	AP de Mise en Demeure du 21/11/2023, article 4	Levée de mise en demeure
4	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 10/06/2022, article 6.3.1	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Il a été constaté que l'exploitant a engagé des démarches pour remédier à la mise en demeure du 21 novembre 2023. Toutefois, des éléments justificatifs sont nécessaires pour ce qui concerne le dispositif de détection incendie et une action corrective est nécessaire pour les fiches d'information préalable.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Caméras thermographiques

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 21/11/2023, article 2
Thème(s) : Risques accidentels, Caméras thermographiques
Prescription contrôlée : Dans un délai de six mois à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant se conforme aux dispositions de l'article 6.2.3 de l'arrêté du 10 juin 2022 susvisé : <i>« L'exploitant met en place, sur l'ensemble du site, des caméras thermographiques, ou tout système équivalent, destinées à la surveillance des stockages de matières combustibles et à la détection précoce d'un incendie. Ces caméras sont reliées à une gestion centralisée des alarmes ou à une alarme sonore destinée à prévenir le personnel ou le gardien présent sur place. Ces équipements permettent un contrôle en continu de bon fonctionnement et de l'intégrité du système. Ils doivent être contrôlés et testés périodiquement. Cette solution est mise en œuvre à partir d'un audit définissant les zones à couvrir, au minimum celles où sont entreposées des déchets combustibles à l'intérieur d'un bâtiment, comme à l'extérieur, et en apportant la démonstration que toute la chaîne de contrôle (détection et traitement de l'information) ne comporte pas de faiblesse. Cet audit est tenue à la disposition de l'inspection. Les opérations de tests et d'autocontrôle sont, dans ce cadre, détaillées »</i>
Constats : Pour mémoire, au cours du contrôle du 05 septembre 2023, il a été constaté : <ul style="list-style-type: none">• qu'il n'existait pas de caméras thermographiques, mais des détecteurs infra-rouge avec détection de flamme (équivalence des dispositifs non démontrée) ;• que les zones d'entreposage extérieures n'étaient pas couvertes par des moyens de détection ;• que l'exploitant ne disposait pas d'un audit des dispositifs tel que prévu pour justifier leur bon dimensionnement. Par lettre du 22 janvier 2024, l'exploitant a indiqué avoir mis en place une surveillance couplant détecteurs de flamme par infra-rouge et vidéo-surveillance (procès verbal du 13 décembre 2023, procès verbal de réception du 1 ^{er} juillet 2024 pour les travaux complémentaires relatifs à l'installation de dispositifs à l'extérieur) et a justifié l'équivalence du dispositif mis en œuvre par rapport aux caméras thermographiques en termes d'efficacité de détection. Concernant la justification du dimensionnement des dispositifs, l'exploitant a indiqué être en attente d'un dossier complet du prestataire et de la certification APSAD, prévue pour fin mars. En l'état, le dimensionnement n'a pas pu être justifié. Au cours du contrôle, il a été constaté la présence des dispositifs de détection au niveau de la zone déchetterie et de la zone extérieure d'entreposage du bois. Toutefois, l'entreposage extérieur de déchets verts n'était pas couvert par un dispositif de détection. L'exploitant a indiqué qu'un dispositif supplémentaire a été commandé et que sa pose est prévue le 21 janvier. Par courriel du 24 janvier 2025, l'exploitant a justifié de l'installation du dispositif prévu. Il a indiqué que le plan relatif à la couverture du système de détection serait mis à jour et communiqué ultérieurement.

En outre, au cours du contrôle, il a été constaté la présence de déchets dans des zones non couvertes par des dispositifs de détection :

- un important entreposage de pneus usagés était présent devant le bâtiment E (bâtiment comportant les alvéoles d'entreposage) ;
- une benne contenant des pneus usagés était présente à l'arrière de l'installation.

Par courriels du 24 et du 27 janvier 2025, l'exploitant a justifié de l'évacuation de ces déchets.

En conclusion, l'exploitant a mis en œuvre des dispositions pour que l'ensemble des entreposages de déchets combustibles soient équipés de dispositifs de détection. Toutefois, l'Inspection est encore dans l'attente des éléments relatifs à la justification du dimensionnement des dispositifs mis en place.

Compte tenu des démarches engagées, il n'est pas proposé de sanction à ce stade.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il convient que l'exploitant communique à l'Inspection le justificatif relatif à la certification APSAD et tout éventuel élément complémentaire relatif à la justification des zones à couvrir et à la démonstration que la chaîne de contrôle ne comporte pas de faiblesse.

Il sera statué sur le respect de la mise en demeure à réception de ces éléments.

Concernant les entreposages de déchets, il est rappelé que tout entreposage de déchets combustible doit être réalisé dans des zones disposant d'une détection incendie adaptée.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 3 mois

N° 2 : Information préalable (réception des déchets)

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 21/11/2023, article 3

Thème(s) : Risques chroniques, Information préalable

Prescription contrôlée :

Dans un délai de deux mois à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant se conforme aux dispositions de l'article 7.4.1 de l'arrêté du 10 juin 2022 susvisé :

« Avant d'admettre un déchet dans son installation et en vue de vérifier son admissibilité, l'exploitant demande au producteur du déchet, à la (ou aux) collectivité(s) de collecte ou au détenteur une information préalable qui contient les éléments ci-dessous. Elle consiste à caractériser globalement le déchet en rassemblant toutes les informations destinées à montrer qu'il remplit les critères d'acceptation dans une installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation. Si nécessaire, l'exploitant sollicite des informations complémentaires. a) Informations à fournir :

- *source (producteur) et origine géographique du déchet ;*
- *informations concernant le processus de production du déchet (description et caractéristiques des matières premières et des produits) ;*
- *données concernant la composition du déchet, dont notamment les constituants principaux (nature physique et chimique) ;*

- apparence du déchet (odeur, couleur, apparence physique) ;
- code du déchet conformément à l'annexe II de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ;
- propriétés de danger du déchet ;
- analyse des PCB et PCT, au sens de l'article R. 543-17 du code de l'environnement, pour les huiles usagées ;
- résultats du contrôle de radioactivité pour les déchets susceptibles d'en émettre, si le contrôle est effectué en amont de son admission sur le site de l'installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation ;
- au besoin, précautions supplémentaires à prendre au niveau de l'installation de transit, regroupement ou tri.

b) Dispositions particulières :

- Dans le cas de déchets régulièrement produits dans un même processus industriel, l'information préalable apporte des indications sur la variabilité des différents paramètres caractéristiques des déchets. Le producteur de ces déchets informe l'exploitant des modifications significatives apportées au procédé industriel à l'origine du déchet.
- Si des déchets issus d'un même processus sont produits dans des installations différentes, une seule information préalable peut être réalisée si elle est accompagnée d'une étude de variabilité entre les différents sites montrant leur homogénéité.
- Ces dispositions particulières ne s'appliquent pas aux déchets issus d'installations de regroupement ou de mélange de déchets.
- L'information préalable est renouvelée tous les ans et conservée au moins cinq ans par l'exploitant. S'il ne s'agit pas d'un déchet généré dans le cadre d'un même processus, chaque lot de déchets fait l'objet d'une d'information préalable »

Constats :

Pour mémoire, il a été constaté au cours du contrôle du 05 septembre 2023 que des dépôts de déchets étaient acceptés en l'absence d'information préalable.

Par lettre du 22 janvier 2024, il a été indiqué que seuls les producteurs ayant communiqué une fiche d'information préalable pouvaient déposer des déchets

L'exploitant a présenté le registre déchets pour la période du 1^{er} au 14 janvier 2025.

Il a été constaté par sondage qu'une fiche préalable est bien disponible pour les apporteurs de déchets privés (LINEA, ZENNA et Mader).

Toutefois, de telles dispositions ne sont pas mises en œuvre pour les déchets provenant du SIVOM et des collectivités. Il est rappelé que la prescription précitée n'exclut pas les collectivités des fiches préalables (« Avant d'admettre un déchet dans son installation et en vue de vérifier son admissibilité, l'exploitant demande au producteur du déchet, à la (ou aux) collectivité(s) de collecte ou au détenteur une information préalable [...] »).

Dans ces conditions, la prescription n'est pas respectée dans son intégralité.

Compte tenu des démarches déjà engagées et s'agissant d'éléments documentaires, il ne sera pas proposé de sanctions, sous réserve de la justification de la mise en conformité dans le délai indiqué ci-dessous.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il appartient à l'exploitant de demander une information préalable à l'ensemble des producteurs de déchets livrant des déchets à l'installation (hors activités relevant de la déchetterie de l'installation), y compris les collectivités.

Il convient que l'exploitant justifie de la mise en œuvre de l'action corrective dans un délai de deux mois.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 3 : Prévention des émissions de poussières

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 21/11/2023, article 4
Thème(s) : Risques chroniques, MTD relative aux installations de traitement mécanique
Prescription contrôlée : <p>Dans un délai de huit mois à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant se conforme aux dispositions de l'annexe 3.2 de l'arrêté ministériel du 17 décembre 2019 :</p> <p>« L'exploitant d'une installation de traitement mécanique de déchet [...] met en place au moins une des techniques suivantes : cyclone, filtre en tissu en l'absence de risque de déflagration sur le filtre en tissu, épuration par voie humide, injection d'eau dans le broyeur en l'absence de contraintes liées aux conditions locales »</p>
Constats : <p>Pour mémoire, il a été constaté au cours du contrôle du 05 septembre 2023 que les installations de broyage des déchets ne disposaient pas des techniques prévues dans la prescription.</p> <p>Par lettre du 18 juillet 2024, l'exploitant a indiqué que le système d'injection d'eau dans le broyeur allait être renouvelé, en complément des deux brumisateurs qui resteraient fonctionnels.</p> <p>Par lettre du 12 novembre 2024, l'exploitant a justifié de l'installation du système d'injection d'eau par buses dans le broyeur.</p> <p>La présence et le fonctionnement du dispositif d'injection d'eau dans le broyeur ont été constatés au cours du contrôle.</p> <p>L'exploitant a déféré à la mise en demeure.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 4 : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/06/2022, article 6.3.1
Thème(s) : Risques accidentels, Débits d'extinction
Prescription contrôlée : <p>L'exploitant doit disposer de ses propres moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre, et au minimum les moyens précisés comme ci-après :</p> <ul style="list-style-type: none"> des poteaux d'incendie normalisés assurant un débit simultané de 180 m³/h. Le poteau d'incendie le plus proche doit être situé à 100 mètres maximum de l'entrée des bâtiments

(tracé réel des voies). La distance entre deux poteaux d'incendie doit être égale à 150 mètres maximum.

Les moyens sont complétés par les moyens suivants ;

- des extincteurs en nombre et en qualité adaptés aux risques, doivent être judicieusement répartis dans l'établissement et notamment à proximité des dépôts de matières combustibles et des postes de chargement et de déchargement des produits et déchets ;
- des robinets d'incendie armés

Constats :

Pour mémoire, au cours du contrôle du 05 septembre 2023, l'exploitant n'avait pas été en capacité de justifier le débit d'extinction total et le bâtiment E étant en travaux, il n'était pas équipé de l'ensemble des moyens d'extinction prévus.

Par lettre du 22 janvier 2024, l'exploitant a justifié de la disponibilité des débits suivants en simultanés :

- 88 m³/h sur le poteau incendie privé ;
- 140 m³/h sur le poteau incendie situé sur la voie publique.

Ces éléments n'appellent pas d'observation.

Concernant les autres moyens incendie, l'exploitant a présenté :

- le certificat N4 du 13 juin 2024 pour les extincteurs ;
- un rapport de contrôle du 27 août 2024 pour les robinets incendie armés, ainsi qu'un document complémentaire du 04 décembre 2024 pour la levée des réserves.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Confinement des eaux d'extinction d'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/06/2022, article 6.1.5

Thème(s) : Risques accidentels, Confinement des eaux d'extinction d'incendie

Prescription contrôlée :

IV. Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel.

[...]

Le volume nécessaire à ce confinement est 450 m³

Constats :

A la suite du contrôle du 05 septembre 2023, l'exploitant a justifié le respect du volume prescrit en indiquant que le volume nécessaire au confinement est assuré par :

- les canalisations présentes sur le site (125 m³) ;
- les fosses des ponts bascules (60 m³) ;
- une fosse située au niveau de l'ancienne presse à balle (171 m³) ;
- le confinement sur les surfaces imperméables du site (5 cm sur 9000 m², soit 450 m³).

Toutefois, pour ce qui concerne les surfaces imperméabilisées, l'exploitant ne disposait pas d'un plan topographique avec une modélisation des rétentions.

De plus, au cours du contrôle, il a été constaté que des bordures situées en périphérie de la zone imperméabilisée ont été retirées en partie nord-est (zone voisine de la société AB Concept). Dans ces conditions, le confinement des eaux sur les surfaces imperméables n'est pas garanti. En l'état, il ne peut pas être statué sur le respect de la prescription.

Demande à formuler à l'exploitant :

Il appartient à l'exploitant de communiquer, dans un délai de deux mois, les éléments nécessaires à la justification du volume de rétention considéré sur les surfaces imperméabilisées.

Dans ce cadre, il communiquera à l'Inspection :

- un plan topographique comportant une modélisation des volumes contenus et le calcul du volume associé ;
- le cas échéant, si la topographie le nécessite, la justification de la remise en place des bordures en périphérie de la surface imperméabilisée (et de leur capacité à contenir les eaux ; ex : pose de joints) et de leur présence sur l'ensemble de la surface où elles sont nécessaires.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délai : 3 mois

Hors points de contrôle

Il appartient à l'exploitant de prendre en compte l'ensemble des observations formulées dans le rapport du 20 septembre 2023 :

- schéma des réseaux : il a été indiqué que des démarches sont en cours pour mettre à jour le plan des réseaux. Il convient d'y faire apparaître les canalisations reliant le réseau d'eaux pluviales aux fosses ;
- documentation à l'attention des secours : il a été indiqué qu'elle est en cours de révision. Il est rappelé qu'il convient d'indiquer le positionnement de la vanne d'obturation sur les documents.